



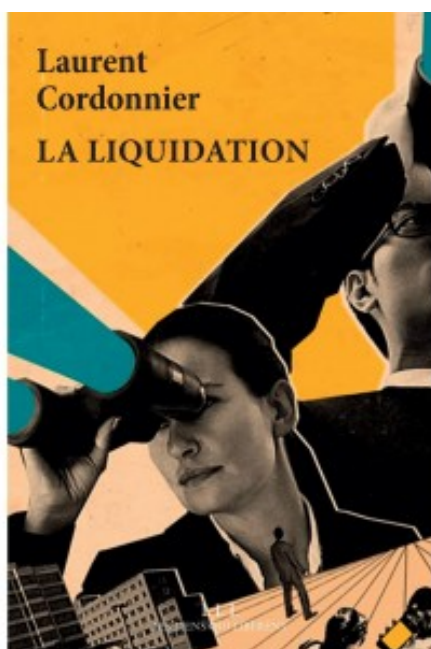
Laurent Cordonnier : « La marchandisation des conditions d'existence est totale ! »

Ballast

6 mai 2015

Entretien inédit pour le site de Ballast

Laurent Cordonnier est économiste et maître de conférences à l'Université Lille 1. Il est membre des Économistes Atterrés et contribue au Monde diplomatique. Après L'économie des Toambapiks - récit pédagogique et drôle d'une tribu conseillée par un jeune économiste orthodoxe -, Laurent Cordonnier a publié l'an passé La liquidation. L'histoire se déroule dans un futur indéterminé, bien que proche. Les contradictions du capitalisme productiviste ont eu raison de notre monde : écosystème artificiel rendu obligatoire par la crise écologique, démographie déclinante, tarissement de la production industrielle et des échanges internationaux, toute-puissance des télécommunications et des institutions financières contre gouvernement impuissant. Le lecteur suit les péripéties de Philippe Smithski, récent chômeur, qui se débat pour ne pas être mis en liquidation par sa banque. Dans ce récit d'anticipation aux inspirations orwelliennes, les relations humaines sont noyées « dans les eaux glacées du calcul égoïste » (Karl Marx) et de l'autocontrôle. Néanmoins, dans ce tableau froid, mécanique et amoral, l'auteur pense les résistances face aux « progrès » de l'utopie libérale. Entretien.



Lorsqu'on parle de vulgarisation en économie, on pense à des essais ou des petits manuels pédagogiques, comme ceux de Jacques Généreux. Pourquoi avez-vous choisi la forme littéraire pour dispenser des leçons critiques d'économie ?

Je ne sais pas si c'est la conséquence d'un choix volontaire. [John Maynard Keynes](#) disait que l'économie est quelque chose de très difficile, même pour ceux qui en font leur métier. Par conséquent, quand on a compris quelque chose, on voudrait épargner à l'autre le long chemin qui nous a amené à la compréhension. La forme littéraire, celle du conte ou du roman, peut à priori aider. Mais il est possible que ce soit une forme de « générosité mal placée » : lorsqu'on tente d'épargner au lecteur un certain effort de compréhension, on lui rend peut-être un mauvais service ! Je dirais donc qu'il s'agit d'une dérive pédagogique pas complètement contrôlée (*rires*). En outre, il y a la volonté de produire autre chose que la forme un peu corsetée des publications académiques. C'est une façon de prolonger mon métier pendant mes loisirs, sachant qu'il est de plus en plus difficile de faire de ce métier un loisir.

Votre dernier ouvrage, *La liquidation*, est un récit d'anticipation, une dystopie, comme l'ont été *Le Meilleur des Mondes* ou *1984*. George Orwell affirmait qu'« écrire une œuvre d'imagination, c'est en quelque sorte lancer une attaque de flanc contre une position imprenable de front ». Y souscrivez-vous ?

« Attaquer plus vite, perdre moins de temps, trouver une porte dérobée, passer par une fissure, adopter des stratégies de contournement. »



Je ne connaissais pas cette phrase d'Orwell, mais je la trouve tout à fait juste. Vraiment excellente. C'est très décourageant pour des intellectuels de devoir sans cesse essayer de réarmer leur combat, en faisant remonter à la surface « *la très haute intelligence et la très haute théorie* ». On a l'impression que pour gagner un centimètre dans un débat politique ou intellectuel, aujourd'hui, il faudrait réapprendre à tout le monde Karl Marx, John Meynard Keynes ou Michal Kalecki, pour commencer « à causer » sérieusement... Les bras nous en tombent. Les années de grandes théories sont passées à la poubelle. Il faut donc s'y prendre autrement. Attaquer plus vite, perdre moins de temps, trouver une porte dérobée, passer par une fissure, adopter des stratégies de contournement. La question est de savoir ensuite si ces stratégies ne sont pas complètement désespérées elles-mêmes. Évidemment, il faut conquérir les esprits, essayer de travailler l'imaginaire de nos contemporains, les interpeller de manière plutôt douce que violente. Même si on peut douter qu'un roman ait jamais changé le monde, surtout les petits qui ne se vendent pas (*rires*).

Une manière détournée de mener ce qu'Antonio Gramsci appelait la guerre de position...

Une manière détournée de mener cette guerre et d'essayer d'intervenir sur ce qui est le moins malléable, ce que Cornelius Castoriadis appelait « *l'imaginaire social institué* » : la manière dont un moderne se voit, se pense, a peur, désire, etc. Dans ce cadre, peut-être que la littérature est le seul moyen d'atteindre ces représentations très fortement charpentées et presque inconscientes de la vie sociale de nos contemporains. Enfin, l'écriture, c'est la seule arme qui est à la portée d'un individu. Pour tout le reste, il faut s'organiser, se mettre à plusieurs. Ne parlons pas des autres formes d'intervention artistique : la même chose en film mobiliserait au moins 300 personnes ! Ce qui est intéressant avec la littérature, c'est qu'on peut encore le faire seul dans son bureau avec son crayon et sa feuille.

On retrouve dans votre roman nombre de références à 1984 : le héros, Philippe Smitski, sonne comme Winston Smith ; l'ambiguïté d'Hassan Von Neumann rappelle celle d'O'Brien ; le personnage de Laurène celui de Julia ; l'omniprésence des caméras renvoie aux télécrans. Néanmoins, vous actualisez singulièrement la trame du livre d'Orwell : le gouvernement politique est insignifiant - on est loin de Big Brother -, la puissance réside dans la finance sans visage. On serait passé de la dictature centralisée du Parti à la dictature décentralisée des marchés financiers ?

Cela fait partie du projet initial : essayer de faire une transposition des thèmes de 1984

pour les appliquer à un monde qui n'était pas celui que voulait peindre et dénoncer Orwell. Est-ce que la grille de décodage d'Orwell à travers ces grands thèmes est applicable à notre monde ? Et, surtout, comment faut-il la retrouser pour l'appliquer à notre monde ? La chose évidente qui m'est apparue rapidement est la nécessité d'inverser systématiquement tous les grands thèmes, afin de les retrouver à l'œuvre. En premier lieu, je me suis donc interdit de donner le moindre pouvoir au gouvernement. Il est totalement impuissant et son impuissance passe par ses slogans, ses gesticulations, et même par le simple fait qu'il est presque le seul à dire des choses justes sur l'état du monde.

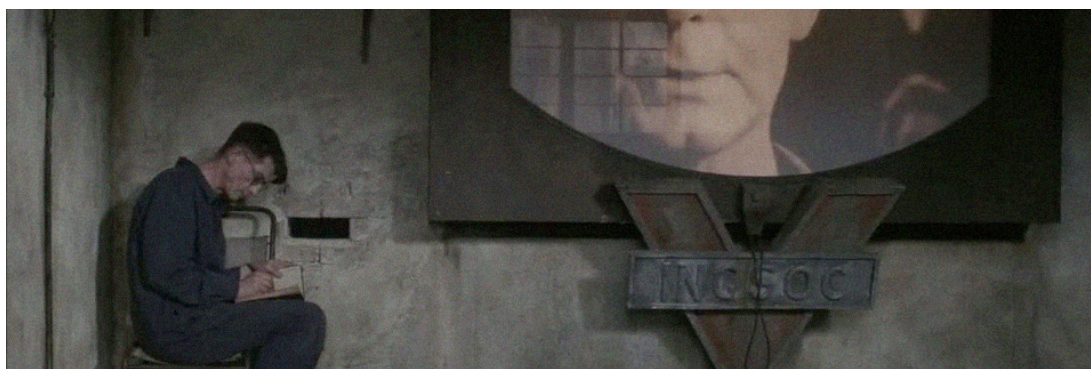


Image du film 1984

À la limite, le gouvernement fait une analyse révolutionnaire...

Exactement ! L'inversion entre Big Brother et Goldstein est totale. Le gouvernement, dans mon livre, c'est le Goldstein de Big Brother, c'est celui qui vient dénoncer la vie mauvaise de l'époque. Dans la transposition de La minute de La Haine, c'est la chef du gouvernement qui se prend les jets de tomates parce qu'elle vient dénoncer, et à juste titre, l'état du monde. Dans un monde qui paraît aussi invivable que celui d'Orwell, le gouvernement n'a aucune espèce d'importance. Le côté totalitaire vient d'une vie qui est normée par deux choses simples et universelles : d'abord, il s'appuie sur le pouvoir de la finance et les règles de l'équilibre financier ; ensuite, chacun s'offre à voir, à filmer, à être désiré par tous les autres à travers son exposition publique et médiatique. Encore une fois, il y a inversion. Ce ne sont pas les télécrans et l'espionnage systématique qui dominent mais la population elle-même qui se livre pieds et poings liés à un contrôle social disséminé. À priori horizontal, il peut à tout moment servir le pouvoir de la finance, des entreprises et de la police qui agit pour son compte. On touche à quelque chose d'assez surprenant. Si une dictature nous obligeait à faire la même chose, je suppose qu'on se révolterait. Or, ici, c'est le caractère sucré, désirable et narcissique de l'individu qu'on vient flatter, afin qu'il se livre aux intérêts de la marchandise et de la finance. Ces



petites monades perdues entre les règles de l'équilibre comptable, du calcul économique et du narcissisme apeuré fabriquent des sujets faciles à contrôler.

La force de l'ouvrage est que le lecteur décèle intuitivement les liens avec son expérience quotidienne du monde...

« Si une dictature nous obligerait à faire la même chose, on se révolterait. Ici, c'est le caractère narcissique de l'individu qu'on vient flatter, afin qu'il se livre aux intérêts de la marchandise et de la finance. »

En effet, quand on écrit un roman, on ne met pas les sous-titres (*rites*). On essaie d'être le plus invisible possible dans son propos, et donc le plus proche de ce que savent déjà nos contemporains, en pariant sur l'effet de sur-lignage spontané que produit le caractère d'imprimerie, ainsi que la capacité du lecteur à transposer dans la réalité. Un roman d'anticipation doit faire en sorte que le lecteur se dise progressivement : ce n'est pas du tout de l'anticipation, on y est déjà !

La liquidation met en récit des propriétés de l'économie financière dont celle de la liquidité. Et, à travers Philippe Smithski, cette propriété s'étend jusqu'au travail lui-même, qui doit être aussi liquide, flexible et indifférent qu'un actif financier. Sous quelles formes décelez-vous une forme de « liquéfaction » du travail, dans nos sociétés ?

Ce point nécessite un éclaircissement sur ce que recouvre la notion de liquidité. La liquidité, c'est, de manière un peu abstraite, se procurer un bien, entreprendre une action ou rechercher un état de son être qui a deux grandes propriétés : être réversible (transformable instantanément et sans frais) en autre chose et présenter une absence de risque de perte en capital. Chercher la liquidité revient donc à tendre vers des positions temporaires et réversibles, à partir desquelles il est possible de se dégager et de se redéployer rapidement sans trop de frais. Par exemple, un locataire par rapport à un propriétaire cherche une certaine liquidité de sa position d'habitant : il est plus aisé de changer de logement lorsqu'on est locataire que lorsqu'on est propriétaire. La propriété du logement a un caractère moins liquide : il faut entretenir le bien, s'occuper de l'évolution des prix dans le quartier, ne pas regretter son choix alors que de nouvelles opportunités apparaissent autour de vous, faire des calculs à long terme...

Je pense que ce mouvement vers la liquidité est aussi profond que la marchandisation du

monde. Est-ce un mouvement – anthropologique, imaginaire, existentiel – aussi profond que la modernité elle-même, voire sa tendance caractéristique ? Ou est-ce quelque chose qui se développe dans le sillage de la marchandisation capitaliste du monde ? Je ne sais pas. Toutefois, c'est au moins aussi notable que l'expansion de la marchandise à tous les domaines de la vie. Autrement dit, pour décrire la marchandisation du monde, on a les œuvres théoriques de Marx ou Karl Polanyi qui décrivent la transformation de tous les biens (ou services) en marchandises. Mais tout se transforme aussi en projets, en opérations et actions liquides. Y compris le travail ! Les entreprises, dans un monde où il est de plus en plus difficile de concevoir des projets à long terme, intéressants et en accord avec l'imaginaire social des individus, refusent de s'engager. Elles font des « jolis coups » qui peuvent durer cinq ou dix ans certes, mais de plus en plus l'horizon se situe à un an, six mois, trois mois. Et, pour ce faire, on ne peut s'engager avec de la main-d'œuvre fixe. Je constate que l'entreprise capitaliste a du mal à dégager des projets enthousiasmants, désirables, structurants, inscrits dans le long terme. Il y a là une vraie difficulté : qu'est-ce qui est venu remplacer le chemin de fer, la voiture, la construction des écoles, des hôpitaux, des banlieues ou plus tard l'aéronautique ? Des grigris ! Des crèmes à combler les rides et le passage de l'iPhone 5 à l'iPhone 6, des productions à valeur ajoutée quasi nulle. Cela ne permet pas d'occuper une société tout entière !



Ce constat peut également être élargi à la fonction publique et même à l'ensemble des relations sociales, non ?

Toute entreprise publique, privée, associative et même personnelle, prend un caractère provisoire et réversible. Peut-être, derrière, y a-t-il la peur de se tromper, de perdre, d'être déçu... On veut pouvoir s'arrêter aux moindres signaux d'insuccès. Le néolibéralisme s'appuie là-dessus, il l'instrumentalise, il en fait sa force politique, son ultime vérité pour essayer de conquérir le pouvoir. Il s'appuie là-dessus, mais il n'est pas le créateur de cette dynamique. Prenons un exemple dans l'éducation des enfants : les gamins vont goûter à toutes les pratiques sportives possibles et imaginables (une année



au tennis, l'autre au football, l'autre au patinage, etc.) ; on habite de moins en moins ce que l'on fait ! On veut pouvoir changer d'idées, changer de projet, quitter un cheval au galop pour en enfourcher un autre. Peut-être pire, on voudrait à chaque instant être là où on n'est pas. Cette demande d'ubiquité n'est peut-être pas très éloignée de la demande de liquidité : portable, Skype, aller-retour à de grandes vitesses et au long cours sur un week-end, etc.

L'ouvrage met en lumière un des fondements du néolibéralisme : le capital humain. Le banquier de Smithski, pour lui éviter la liquidation, lui recommande de s'améliorer en faisant du sport, en mangeant sainement, en s'embellissant, etc. Pouvez-vous nous expliquer comment le concept de capital humain encode toute la machinerie néolibérale ?

« On habite de moins en moins ce que l'on fait ! On veut pouvoir changer d'idées, changer de projet, quitter un cheval au galop pour en enfourcher un autre. »

Si on regarde comment ce concept est popularisé aujourd'hui et comment il est utilisé par tout le spectre politique, on navigue sur un double registre. À la fois, il dit quelque chose de sensé et de pertinent au sujet du monde dans lequel on se meut : tout a tendance à se transformer en capital et à devenir une ressource pour la production des marchandises. Dans un monde où s'étend la logique marchande et capitaliste, il ne faut pas s'étonner que tout ce qui en constitue l'environnement, y compris les hommes, revête la forme d'un capital ou de ressources mobilisables dans cette production. Cela renvoie à un fond de vérité que Marx avait déjà vu, quand il disait que le salarié vend sa force de travail sur un marché. Néanmoins, la rouerie du concept – et là on passe de la réalité au travestissement en idéologie – tente de faire croire que la logique du travailleur est d'emblée alignée sur celle du capitaliste et, qu'en réalité, c'est la même anthropologie ou philosophie. Il est sous-entendu qu'un travailleur serait un être humain qui détient un stock de compétences, qui va investir pour l'augmenter et l'entretenir afin de vendre la marchandise qui en est issue, c'est-à-dire son travail. Il devrait se comporter exactement comme un capitaliste – il fait fructifier un capital et se développe à partir des fruits de ce dernier.

Quand on utilise ce terme, on est dans l'idéologie (comme fausse conscience des rapports sociaux). Néanmoins, il fonctionne, pour renvoyer chaque individu à sa profonde solitude. En effet, il entretient l'illusion que sa capacité à trouver du travail et sa performance au travail, ces deux éléments fondamentaux, sont purement

individuelles. Or, si aujourd'hui les gens ne trouvent plus de travail, c'est que les entreprises capitalistes sont incapables d'atteindre le plein emploi. Le chômage ou les inégalités de traitement sur le marché du travail en termes de salaires, par la rhétorique du capital humain, renvoient les individus à une culpabilité. Le tour de force idéologique occulte le fait que nos performances n'ont jamais été aussi interdépendantes les unes des autres : ma productivité dépend crucialement de celle de mes collègues, du contremaître au-dessus de moi, de celui qui a organisé la chaîne, du comptable et du balayeur, etc.

C'est le discours ambiant sur la responsabilisation individuelle, devenir entrepreneur de soi-même, les ministres du Travail successifs qui appellent les chômeurs à se prendre en charge...

Dans un monde où cela n'a plus de sens ! La production n'a jamais été aussi collective, elle n'a jamais mobilisé autant de gens en même temps. Notre productivité individuelle n'a donc pas de sens, c'est toujours la productivité d'un collectif. Marx avait bien souligné que le capitalisme faisait naître le collectif dans la production et c'est de ce collectif dont on a peur : il menace toujours le pouvoir d'un seul homme de diriger et de répartir le profit entre quelques-uns.



Le récit d'anticipation postule, par sa temporalité elliptique entre un passé révolu et connu du lecteur et un présent narratif hypothétique, l'idée d'un saut qualitatif irrémédiable. Ainsi, il masque les processus en cours. Où décèle-t-on, ici et maintenant, les prémises d'une monétarisation/financiarisation croissante des individus ?

Je n'ai rien inventé, il y a des traces assez nombreuses ! Prenons trois exemples. Tout d'abord, celui de l'éclatement de la bulle des *subprimes* aux États-Unis en 2008. Les banques ont prêté de l'argent à des individus dont elles savaient pertinemment qu'ils



auraient du mal à rembourser. Cependant, les banques s'en fichaient puisqu'elles prenaient en garantie les biens immobiliers – les maisons – en cas de non-remboursement. Le prix de l'immobilier augmentant, la garantie était solide. Ainsi, les banques étaient en position spéculative : ce ne sont pas les revenus des emprunteurs qui vont nous rembourser, mais la valeur de leur logement qui sera le gage en dernière instance. De fait, elles ont mis les ménages dans la même position spéculative à coups de contrats illisibles à taux d'intérêts flottants. Concernant une fonction essentielle à l'humanité (se loger), l'ensemble des actions entreprises ont été gouvernées par la rationalité financière et spéculative. Les conditions mêmes de la vie biologique et sociale ont basculé du côté d'un contrat financier dans lequel on embrigue les ménages. C'est d'une profondeur et d'une brutalité inouïes ! La marchandisation des conditions d'existence est totale ! Nous nous sommes tellement habitués à la relation de crédit qu'on ne la voit plus. Autre exemple. Il existe aujourd'hui des systèmes de *crowdfunding* dont le but est de financer les études à l'Université de jeunes Américains. Il est à la fois possible de prêter mais aussi de prendre une participation dans l'étudiant lui-même, dans son capital humain. On peut ainsi détenir un droit sur les revenus futurs de l'étudiant en question. L'interrogation qui reste en suspens est le statut de ces titres de propriété : seront-ils bientôt négociables sur un marché secondaire comme n'importe quel actif financier ? Dernier exemple. À San Francisco, des petits malins ont développé une application sur *smartphone* qui permet de revendre sa place de stationnement aux heures d'affluence. L'idée est de mettre aux enchères sa place et de l'adjuger au plus offrant. Cela a été interdit par la mairie de San Francisco. Ces exemples montrent que nous sommes arrivés à la financiarisation, non seulement de notre capital humain, de notre force de travail et de nos conditions d'existence, mais aussi de toutes nos actions jusqu'aux plus banales, aux plus quotidiennes, aux plus insignifiantes.

La liquidation pense une forme de résistance à l'assujettissement au totalitarisme financier. Diriez-vous avec Orwell, et à travers le personnage de Winston Smith dans 1984, que « s'il y a un espoir, il réside chez les prolétaires », car les formes traditionnelles de morale, de réciprocité et de désintéressement s'y jouent de façon bien plus quotidienne ?

« Marx avait bien souligné que le capitalisme faisait naître le collectif dans la production et c'est de ce collectif dont on a peur : il menace toujours le pouvoir d'un seul homme de diriger et de répartir le profit entre quelques-uns. »



J'aurais un gros contentieux avec Orwell sur ce point ! Je mentionnerais plutôt le constat de Keynes dans *Perspectives économiques pour nos petits enfants*. Il remarque que, lorsque les économies développées auront atteint un « progrès » technique et industriel conséquent, la seule manière de jouir de tout cela sera de réduire le temps de travail. En effet, il y aurait contradiction avec le fait d'accumuler des quantités gigantesques de marchandises que nous n'aurions même pas le temps de consommer. Sa crainte fondamentale est que cela arrive trop tard, c'est-à-dire à un moment où la logique de la marchandise, du travail et de la consommation nous auront privés de toute capacité à produire des jouissances autonomes. Inquiétude que l'on retrouve chez [André Gorz](#). On est tellement moulé par la logique du travail dans des grandes organisations très formelles où les tâches sont de plus en plus divisées et insignifiantes, on est tellement habitué à avoir une réponse à nos désirs sur le mode de la consommation qu'au moment où on pourrait jouir de tout cela, il nous manquera les ressources intellectuelles et morales. Au risque d'être un peu brutal, ceux qui en ont encore les ressources semblent être les catégories – ce n'est évidemment pas une loi générale – instruites et relativement aisées... Les ressources intellectuelles, critiques, mais aussi financières nécessaires, ne se retrouvent malheureusement pas majoritairement chez les prolétaires, pour reprendre la formule d'Orwell. Si pour échapper au *fast-food*, il faut pouvoir se dégager des modes dominants d'injonction à la consommation (télé, publicité) et avoir l'argent pour acheter le *slow-food*, on est loin de la condition prolétarienne aujourd'hui...

Dernière question. Certains de vos collègues ont tenté de créer, sans succès apparemment, une section universitaire hétérodoxe en économie (proche des sciences humaines comme la sociologie et l'histoire), en rupture avec l'économie orthodoxe (proche des sciences dures comme les mathématiques). Selon vous, résister passe aussi par l'enseignement à l'Université ?

Ce mouvement des économistes hétérodoxes, c'est-à-dire de ceux qui ne s'accordent pas avec les méthodes et les conclusions du courant dominant, est très puissant en France – plus de 600 enseignants-chercheurs. Il est parvenu à revendiquer de manière légitime la constitution de deux disciplines différentes en économie : une discipline qui ressemble au *mainstream* mathématisé et une autre d'économie politique, plus articulée aux autres sciences sociales, avec des méthodologies plus réalistes, et surtout des approches doctrinales pluralistes : accueillir le marxisme, le keynésianisme, l'institutionnalisme, l'école de la régulation. Ce mouvement a déjà remporté de belles victoires, mais pour l'heure, pas encore la création d'une nouvelle section. Ce sont maintenant les économistes orthodoxes qui sont au pied du mur. Ils doivent démontrer que leur attitude est moins sectaire que dans les vingt-cinq dernières années.